



Le Piment

rouge

Bulletin de la section LCR de Massy

N° 5 – Sept. 2005

Tous en grève le 4 octobre !

Tous les syndicats appellent à une journée de grève le 4 octobre. Cette unité d'action est une bonne nouvelle. Car le gouvernement fonce comme un forcené pour briser les droits, en faisant croire qu'il se préoccupe de la détresse sociale. La situation sociale s'aggrave : familles à la rue, baisse du pouvoir d'achat, licenciements débridés, droits du travail démantelés, services publics bradés aux actionnaires...

Le 29 mai, la population a dit NON à la Constitution qui voulait éterniser les politiques de casse sociale. Mais ce NON est plus qu'un refus. C'est un appel à changer, à agir enfin pour le bien public, et non pour une poignée d'hommes d'affaires qui n'ont que le profit pour obsession, quelles que soient les conséquences humaines.

Or, le gouvernement répond à cela par des ordonnances et des décrets. Il accélère encore l'application des « contre-réformes » dictées par le Medef : vers une société du « risque », où la précarité est « naturelle » (comme le dit Mme Parisot, qui a remplacé Seillière), donc sans droit du travail, sans SMIC, où l'entreprise fait la loi. Ce gouvernement est pourtant illégitime. 80 % de la population estime que les « 100 jours » de Villepin – étrange référence aux *Cent jours* de Napoléon tragiquement interrompus par Waterloo ! - sont un échec (sondage CSA), et 75 % que la situation va encore se dégrader. Il faut exiger le retrait immédiat des décrets de précarité, mais aussi plus de droits et plus de sécurité dans le droit du travail.

suite page 2

LE SCANDALE MEURTRIER DU LOGEMENT SOCIAL

**Pour un plan d'urgence de construction de logements sociaux
Un logement pour tous et toutes!
Réquisition des logements vacants!**

La précarité tue !

Fin août, une nouvelle fois, un immeuble insalubre brûlait à Paris, dans le 3ème arrondissement, faisant plusieurs victimes. Après une série d'incendies, dont celui de l'hôtel Opéra en avril (27 morts), et celui dans le 13ème arrondissement la semaine dernière (17 morts dont 14 enfants), ce sont une fois de plus les plus fragiles qui sont victimes : bas salaires, salariés précaires, sans-papiers, immigré-e-s, . Esquivant les responsabilités de l'État, Sarkozy se défausse sur les victimes comme si elles étaient responsables de la suroccupation qu'on leur impose. En réalité, ces drames sont la conséquence de la pénurie du logement qui pousse vers des habitations à risques des familles sans toit. C'est la logique sécuritaire du gouvernement et l'absence d'une véritable politique du logement qui sont directement responsables de ces morts !

Réquisition des logements vides !

La crise grave du logement sur Paris et en Ile de France ne date pas d'hier, mais, hors les discours compassionnels promettant des inventaires, prétextes à l'aggravation des expulsions, les pouvoirs publics continuent de refuser de mener une politique massive de construction de logements sociaux. Alors qu'il y a 345 000 demandeurs de logements sociaux en Ile de France, dont la moitié à Paris, 136 000 logements sont

toujours vacants dans la capitale, et 2 millions en France!

Halte à la spéculation !

Alors que chaque année, le nombre de demandeurs de logement ne cesse d'augmenter, aucun plan d'ampleur ne prévoit la construction massive de logements : le retard accumulé nécessiterait la construction d'un minimum de 320 000 logements par an mais les gouvernements successifs préférèrent instrumentaliser la pénurie et en faire l'outil d'une politique destinée à favoriser l'accession à la propriété des classes aisées et faire subir aux plus modestes une ségrégation géographique et sociale. Dans le logement privé c'est le libéralisme qui entraîne la spéculation immobilière et l'augmentation des loyers.

A Paris, et en France, une politique criminelle

Alors que la loi SRU prévoit l'obligation pour les communes de consacrer 20% de l'habitat au logement social, celle-ci n'est toujours pas appliquée dans la plupart des villes d'Ile de France qui préfèrent souvent payer des amendes ! La loi de cohésion sociale, qui présente les destructions massivement programmées (250 000 logements en 5 ans) comme un progrès social, tout comme la loi « Habitat pour tous » qui prévoit la privatisation des HLM et le prêt à taux zéro pour les classes aisées, actent le désen-

gagement de l'Etat et des collectivités dans une véritable politique de logement

Pourtant, en matière de financement, la Mairie de Paris, tout comme le Conseil Régional et l'Etat, savent où trouver l'argent : pour les Jeux Olympiques, Bertrand Delanoé avait dépensé 27 millions d'euros pour le seul dossier de candidature et 2 millions d'euros pour le stade des Champs-Élysées ! Les fonds existent, et c'est bien la loi du profit qui tue !

Sur Palaiseau et Massy

des expulsions tout aussi scandaleuses.

A Palaiseau, le 21 août dernier, 90 personnes, d'origine roumaine, ont été expulsées d'un terrain qu'elles occupaient depuis deux ans, et cela sans propositions de relogement.

Qui sont-ils ? Des futurs membres de la CEE dont le seul crime est d'avoir fui un pays détruit par la dictature de Ceausescu, pour venir travailler chez nous. Ils ont des visas touristiques qui leur permettent de venir mais non de travailler.

Pourtant ils travaillent, scolarisent leurs enfants, apprennent notre langue. Qui les emploie ? des entreprises sans scrupules qui ont besoin d'une main-d'œuvre corvéable à merci ! Aujourd'hui ces 90 personnes sont à nouveau dans la nature, une bonne part des liens sociaux, de leur travail d'intégration est ainsi gâchée.

Privés de papiers et donc de possibilité de se loger, les responsables politiques et administratifs les expulsent faisant comme s'ils n'existaient plus parce que leur campement de fortune a changé d'emplacement.

Certaines villes argumentent qu'elles ont des quotas supérieurs à ceux demandés par la loi. C'est ainsi qu'à Massy, avec 40% de logements sociaux construits essentiellement dans les années 70, le Maire dit "des logements sociaux oui, mais pas de trop". Pourtant de nombreuses demandes sont en souffrance. Il faut absolument une politique sociale volontariste afin de répondre au cruel manque de logements sociaux mais aussi pour renouveler le parc existant datant de plus de 30 ans. Il y a urgence car Massy, troisième ville de l'Essonne, espère accroître sa population de 17 % dans les dix ans à venir.

Pour une vraie politique du logement !

En France, selon le rapport annuel sur le logement, ce sont plus de 3 millions de personnes qui sont mal logées, et 5 millions en situation de fragilité à court ou moyen terme. Il est plus que temps de réagir et d'imposer, par les mobilisations, des conditions de logement décentes pour toutes et tous !

Des mesures d'urgence doivent être prises sans hésiter :

- Un programme massif de construction de logements sociaux, financé par les pouvoirs publics.
- Abandon des politiques de démolitions et de vente des HLM.
- La réquisition de tous les logements vides.
- La réhabilitation urgente des immeubles insalubres avec de vraies propositions de relogements décentes et définitives !

- L'arrêt immédiat des expulsions locatives, et le blocage des loyers.
- L'augmentation massive des aides au logement.
- La création d'un véritable service public de l'urbanisme et du logement.
- L'indexation des loyers sur le revenu.
- L'Inscription du droit au logement comme droit constitutionnel.

Pour cela, il faut une autre politique. Nos vies valent plus que leurs profits.

Tous en grève le 4 octobre ! Suite

- ☞ avec les salariés des entreprises qui détruisent l'emploi (Hewlett Packard, Sony, Nestlé, ...) exigeons l'interdiction des licenciements et le remboursement des aides publiques par les entreprises qui licencient.
- ☞ avec les chômeurs, exigeons une indemnisation minimale à hauteur du SMIC, et des vrais emplois avec formation.
- ☞ exigeons de vraies augmentations de salaires, et non des « primes » fiscales. SMIC à 1500€
- ☞ défendons nos services publics, imposons leur extension au logement social.

La journée du 4 octobre est une étape dans la lutte. Sa réussite encouragera les partisans de l'unité contre cette politique. Tous ensemble, travailleurs, chômeurs, jeunes, syndicalistes, altermondialistes, membres d'associations, des Collectifs unitaires du 29 mai, des organisations politiques du non de gauche, défendons une vraie politique au service des besoins de la majorité de la population.



Nous contacter :

Ligue Communiste Révolutionnaire
Section de Palaiseau-Massy

Tél : 06 64 37 23 31
06 85 02 17 51

Mail : lcr.palaiseau-massy@wanadoo.fr
Site : lcrmassypalaiseau.chez.tiscali.fr